

ACTION URGENTE

UN AUTRE *BIDUN* LIBÉRÉ, DEUX TOUJOURS DÉTENUS

Un autre des sept hommes issus de la population *bidun* (« apatride ») du Koweït qui avaient été arrêtés en février dernier a été libéré le 31 mars. Deux sont toujours détenus et doivent être jugés. Il s'agit peut-être de prisonniers d'opinion.

Un tribunal de droit commun a ordonné la libération d'**Abdulnasser al Fadhli** le 31 mars et l'affaire a été renvoyée devant un tribunal correctionnel pour des charges qui n'ont pas encore été précisées. Par ailleurs, il a prolongé la détention d'**Abdullah Atallah** et d'**Abdulahakim al Fadhli** pour la cinquième fois. Lors des audiences précédentes, ni leurs familles ni les défenseurs des droits humains n'ont été autorisés à être présents. Les procès de ces deux hommes doivent s'ouvrir les 6 et 8 avril, respectivement. Ils sont détenus à la prison centrale de Koweït, où leurs familles ont pu leur rendre visite une semaine après leur arrestation. Ils n'auraient pas subi d'actes de torture ni d'autres mauvais traitements à cet endroit.

Le 17 mars, les trois hommes cités ont fait une déclaration conjointe dans laquelle ils annonçaient qu'ils avaient entamé une grève de la faim pour protester contre leur détention prolongée et qu'ils l'observeraient tant qu'ils ne seraient pas libérés. Le personnel médical de la prison les suit de près.

Abdullah Atallah a été arrêté le 19 février. Il est inculpé d'« outrage à l'émir », de « rassemblement illégal » et de « dégradation d'un bien appartenant à la police (voiture) ». Abdulhakim al Fadhli et son frère Abdulnasser ont été interpellés le 24 février. Le premier est accusé d'avoir « endommagé des voitures de police », « agressé des agents des forces de sécurité » et « incité à la rébellion ». Il a expliqué avoir été battu et menacé de viol lors des quatre heures qui ont suivi son arrestation.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à relâcher Abdullah Atallah et Abdulhakim al Fadhli immédiatement et sans condition, s'ils sont détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion ;
- demandez-leur de diligenter une enquête indépendante et impartiale sur les allégations de torture d'Abdulahakim al Fadhli et de traduire les responsables présumés en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 MAI 2014 À :

Émir du Koweït (chef de l'État)

His Highness Sheikh Sabah al-Ahmad al-Jaber al- Sabah
Al Diwan Al Amiri, P.O. Box: 1 - Safat –
13001, Koweït
Fax : +965 22430559

Courriel : amirsoffice@da.gov.kw

**Formule d'appel : Your Highness, /
Monseigneur, (puis Votre Altesse,
dans le corps du texte),**

Ministre de la Justice

His Excellency Dr. Nayef Mohammed Al-
Ajmi Ministry of Justice
PO Box 6, al-Safat 1300, Koweït
Courriel : info@moj.gov.kw

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Président de la Commission

parlementaire des droits humains.
Parliamentary Human Rights Committee
National Assembly
P.O. Box 716, al-Safat 13008, Koweït
Fax : +965 22436331

Courriel : ipu-grp@kna.kw (objet :
« FAO Chairperson of the Parliamentary
Human Rights Committee »)

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Koweït dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 47/14.

Pour en savoir plus : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE17/002/2014/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN AUTRE *BIDUN* LIBÉRÉ, DEUX TOUJOURS DÉTENUS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Inspirée par les manifestations ayant éclaté en 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la communauté *bidun* a commencé à mener une action de protestation pacifique en février 2011 afin de demander que ses membres soient reconnus comme des citoyens du Koweït. Les forces de sécurité ont recouru à la force pour disperser les rassemblements et arrêter des manifestants, dont certains sont toujours poursuivis en justice pour y avoir pris part. Le 18 octobre 2012, le Premier ministre koweïtien a déclaré à Amnesty International que le gouvernement accorderait la nationalité koweïtienne à 34 000 *bidun* et trouverait une solution pour les autres au cours des cinq années suivantes. En mars 2013, le parlement koweïtien a adopté une proposition de loi prévoyant d'accorder la citoyenneté à quelque 4 000 « étrangers » avant fin 2013. Cependant, aucun *bidun* n'a encore été naturalisé.

En 2011, le Koweït a célébré le cinquantenaire de son indépendance, qui marque également le cinquantième anniversaire de l'apatridie des *bidun* dans ce pays. Ceux-ci protestent contre leur statut d'apatrides et réclament la nationalité koweïtienne, qui leur permettrait d'avoir accès à l'emploi et à la gratuité de l'éducation et des soins médicaux dans les mêmes conditions que les citoyens koweïtiens.

Il y a plus de 100 000 *bidun* au Koweït. Beaucoup descendent de tribus bédouines migrantes qui franchissaient librement les frontières de la région du Golfe, mais qui n'ont pas fait de démarches pour obtenir la nationalité koweïtienne, parce que leurs ancêtres ne comprenaient pas l'importance de la citoyenneté ou ne souhaitaient pas être rattachés à un pays en particulier en raison de leur mode de vie vieux de plusieurs siècles, ou encore parce que certains étaient illettrés. Beaucoup de *bidun* affirment que la majorité d'entre eux détiennent des documents légaux prouvant qu'ils sont installés de longue date et de manière ininterrompue au Koweït.

La Loi sur la nationalité est entrée en vigueur en 1959. Elle définissait les citoyens koweïtiens comme des personnes qui étaient installées au Koweït depuis une date antérieure à 1920 et y avaient toujours leur lieu de résidence principal à la publication de la loi. Beaucoup ont donc été reconnus comme des citoyens koweïtiens. D'autres ont été naturalisés et se sont vu accorder des droits partiels, et les derniers ont été identifiés comme *bidun*.

Nombre d'entre eux ont été pris en compte lors du recensement de 1965, une étape clé vers la reconnaissance de leur statut de citoyens koweïtiens. D'autres ont servi dans l'armée et les forces de police. Pendant les années 1980, la situation en matière de sécurité s'est détériorée au Koweït, et l'attitude des autorités envers les *bidun* a changé. Ces derniers n'ont plus eu accès aux écoles publiques, à la gratuité des soins ni à certains emplois dans la fonction publique. Des représentants du gouvernement ont déclaré que la plupart des *bidun* étaient des ressortissants de pays voisins et qu'ils avaient détruit leurs papiers afin de profiter des avantages accordés aux citoyens koweïtiens, et qu'ils étaient donc des « résidents illégaux ». Après l'invasion irakienne en 1991 et la libération consécutive du Koweït, un grand nombre de *bidun* ont été soupçonnés de collaboration avec l'ennemi et n'ont donc plus été considérés comme membres de la société koweïtienne. Beaucoup de ceux qui travaillaient dans l'armée, la police ou la fonction publique ont alors perdu leur emploi.

Pour en savoir plus, voir la synthèse de septembre 2013, intitulée *The 'Withouts' of Kuwait: Nationality for stateless Bidun now* (disponible à anglais à l'adresse <http://amnesty.org/en/library/info/MDE17/001/2013/en>).

Noms : Abdullah Atallah, Abdulhakim al Fadhl
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 47/14, MDE 17/003/2014, 1^{er} avril 2014